



**PRÉFET  
DE LOIR-ET-CHER**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Secrétariat général**

**Service interministériel d'animation  
des politiques publiques**

**Pôle environnement et transition énergétique**

**ARRÊTÉ N° 41-2020-12-22-005**

**portant déconsignation de somme  
Société RECAM SONOFADEX, à NOUAN LE FUZELIER,  
exploitant une installation de transit de déchets**

**LE PRÉFET DE LOIR-ET-CHER,  
Chevalier dans l'Ordre national de la Légion d'Honneur,  
Chevalier dans l'Ordre national du Mérite,**

**Vu** le code de l'environnement, en particulier ses articles L. 171-6, L. 171-8, L. 172-1, L. 511-1, L. 512-1 et L. 514-5 ;

**Vu** le décret du président de la République du 27 mars 2019 nommant en conseil des ministres monsieur Yves ROUSSET, préfet de Loir-et-Cher ;

**Vu** l'arrêté préfectoral d'autorisation n° 2012-065-0003 délivré le 5 mars 2012 à la société RECAM SONOFADEX pour l'exploitation d'installations de broyage de pneumatiques usagés et d'entreposage de pneumatiques neufs et d'équipements automobiles sur la commune de NOUAN-LE-FUZELIER à l'adresse suivante : 6 rue de l'Industrie concernant notamment les rubriques 2791, 2714, 2718 et 2663 de la nomenclature des installations classées ;

**Vu** l'arrêté préfectoral n° 41-2017-05-04-003 du 4 mai 2017 complétant et modifiant les prescriptions applicables à la société RECAM SONOFADEX pour l'installation de transit et regroupement de déchets dangereux qu'elle exploite à NOUAN-LE-FUZELIER ;

**Vu** l'arrêté préfectoral de mise en demeure n° 41-2019-01-15-003 du 15 janvier 2019 et en particulier son article 4 mettant en demeure la société RECAM SONOFADEX de « respecter l'article 8.4.1 de l'arrêté préfectoral du 4 mai 2017 en évacuant les produits dangereux et les déchets présents dans les bâtiments B1, B5, D, E et F [...] dans les délais suivants :

- bouteilles de gaz entreposées dans les bâtiments E et F : 1 mois à compter de la notification de l'arrêté [...],
- déchets d'équipements électriques et électroniques et déchets de cartons et plastiques en balles entreposés dans le bâtiment B1 : 3 mois à compter de la notification de l'arrêté. [...]

**Vu** l'arrêté préfectoral du 15 janvier 2019 et en particulier son article 5 mettant en demeure, dans un délai de 6 mois, la société RECAM SONOFADEX de respecter les dispositions de l'article 8.4.2.2 de l'arrêté préfectoral du 4 mai 2017 susvisé en transmettant à l'inspection des installations classées la synthèse des études réalisées sur la pollution des sols et le schéma conceptuel mis à jour, avec l'ensemble des éléments mentionnés au même article 8.4.2.2. ;

**Vu** l'arrêté préfectoral du 15 janvier 2019 et en particulier son article 6 mettant en demeure, dans un délai de 6 mois, la société RECAM SONOFADEX de respecter de l'article 8.4.2.3 de l'arrêté préfectoral du 4 mai 2017 susvisé en transmettant à l'inspection des installations classées une étude comportant l'ensemble des éléments prescrits à l'article 8.4.2.3 susmentionné, portant sur une évaluation environnementale synthétisant et analysant les résultats de la surveillance des eaux souterraines au niveau des piézomètres et des puits ; cette étude est accompagnée de l'avis d'un hydrogéologue compétent ainsi que le prévoit le même article 8.4.2.3 de l'arrêté préfectoral du 4 mai 2017 ;

**Vu** l'arrêté préfectoral n° 41-2020-06-05-004 du 5 juin 2020 portant consignation de fond à l'encontre de la société RECAM SONOFADEX, exploitant une installation de transit, tri et traitement de déchets dangereux à NOUAN LE FUZELIER ;

**Considérant** que l'exploitant a fait procéder à l'évacuation des déchets restants (bouteilles de gaz et DEEE) et fait réaliser l'étude portant sur la pollution des sols ainsi que la mise à jour du schéma conceptuel ;

**Considérant** que la réalisation de ces travaux et étude permet à l'exploitant de satisfaire partiellement aux termes de la mise en demeure de l'arrêté préfectoral du 15 janvier 2019 susvisé ;

**Sur proposition** du secrétaire général de la préfecture de Loir-et-Cher ;

## **ARRÊTE**

### **Article 1 :**

La procédure de restitution partielle des sommes consignées, en application de l'arrêté préfectoral du 5 juin 2020 susvisé portant consignation prévue à l'article L. 171-8 du code de l'environnement est engagée en faveur de la société RECAM SONOFADEX.

### **Article 2 :**

Les sommes consignées peuvent être partiellement restituées à la société RECAM SONOFADEX en raison de l'exécution partielle des mesures prescrites. Le montant devant être restitué s'élève à 13 000 euros (treize mille euros), correspondant à l'état d'avancement des travaux constatés.

### **Article 3 :**

Le présent arrêté sera notifié à la société RECAM SONOFADEX, en lettre recommandée avec accusé de réception.

Il sera inséré au recueil des actes administratifs de la préfecture de Loir-et-Cher et publié sur le site internet des services de l'État en Loir-et-Cher pendant une durée minimale de quatre mois.

Copie en sera adressée :

- à la sous-préfète de ROMORANTIN-LANTHENAY,
- au maire de NOUAN LE FUZELIER,
- au directeur régional des finances publiques Centre - Val de Loire,
- au directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de la région Centre-Val-de-Loire.

### **Article 4 :**

Le secrétaire général de la préfecture de Loir-et-Cher, la sous-préfète de ROMORANTIN-LANTHENAY, le maire de NOUAN LE FUZELIER, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement Centre - Val de Loire et tout agent de la force publique, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'application du présent arrêté.

Fait à Blois, le **22 DEC. 2020**

Pour le préfet et par délégation,  
Le secrétaire général,

  
Nicolas HAUPTMANN

Délais et voies de recours en page suivante

## Délais et voies de recours

Dans un délai de deux mois à compter de la date de notification ou de publication du présent acte, les recours suivants peuvent être introduits, conformément aux dispositions de l'article R. 421-1 et suivants du code de justice administrative et du livre IV du code des relations entre le public et l'administration :

- un recours gracieux, adressé à : M. le Préfet de Loir-et-Cher – Place de la République - BP 40299 - 41006 BLOIS cedex ;

- un recours hiérarchique, adressé à M. le Ministre de l'Intérieur, place Beauvau 75008 Paris cedex 08 ;

Dans ces deux cas, le silence de l'administration vaut rejet implicite au terme d'un délai de deux mois.

Après un recours gracieux ou hiérarchique, le délai du recours contentieux ne court qu'à compter du rejet explicite ou implicite de l'un de ces recours.

- un recours contentieux, en saisissant le Tribunal Administratif - 28, rue de la Bretonnerie 45057 Orléans cedex 1.

Le tribunal administratif peut également être saisi par l'application informatique Télérécourse accessible par le site internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr)

